

---

**BREXIT: UNE ANALYSE DES PROBABLES CONSEQUENCES DE CE  
PHENOMENE SUR LES RELATIONS DE COMMERCE ENTRE LE ROYAUME-  
UNI ET L'UNION EUROPEENNE**

Márcio dos Santos de Sousa\*  
José Vinícius Braga\*\*

**Résumé:** La décision des Britanniques de quitter une organisation importante et singulière comme l'Union européenne est un des sujets les plus curieux de l'actualité et qui gère des incertitudes en ce qui concerne les futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE. Depuis que le Royaume-Uni a activé l'Article 50 du traité sur l'Union européenne, qui prévoit la sortie d'un État membre du bloc, il s'est engagé avec l'UE dans un long processus de négociations afin de garantir l'intégrité des intérêts des deux parties à travers un Brexit pacifique, mais de nombreuses lignes directrices doivent être discutées et négociées, en particulier celles liées aux relations commerciales entre les deux, en vue de comprendre ces points il a été pris comme base l'analyse bibliographique des auteurs comme Seitenfus (2005) et Herz, Hoffman et Tabak (2015) dans le but de comprendre ce qui fait de l'Union européenne une organisation internationale et comment le départ d'un État membre tel que le Royaume-Uni préoccupe le bloc, de plus, à travers l'analyse documentaire des données fournies principalement par l'UE et par le Conseil européen, une compréhension plus approfondie du Brexit a été possible, ainsi que ses probables conséquences sur les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

**Mots-clés:** Économie. Organisation Internationale. Traité.

**Resumo:** A decisão dos britânicos em deixar uma organização importante e singular como a União Europeia é um dos fatos mais curiosos da atualidade e que gera muitas incertezas quanto às futuras relações comerciais entre o Reino Unido e a UE. Desde que ativou o Artigo 50º do Tratado da União Europeia, que trata da saída de um Estado-Membro do bloco, uma vez que ele manifeste tal desejo, o Reino Unido, juntamente com a UE iniciaram um longo processo de negociações, a fim de garantir a integridade dos interesses de ambas as partes por meio de um Brexit pacífico, no entanto, muitas diretrizes precisam ser discutidas e negociadas, principalmente àquelas relacionadas às relações comerciais entre os dois, desta forma, para entender esses pontos tomou-se como base a análise bibliográfica de autores como Seitenfus (2005) e Herz, Hoffman e Tabak (2015) a fim de compreender o que faz da União Europeia uma organização internacional e como a saída de um Estado-Membro como o Reino Unido é preocupante para o bloco, além disso, buscou-se, por meio de análise documental de dados fornecidos principalmente pela UE e pelo Conselho Europeu, entender o Brexit e as suas prováveis consequências nas relações de comércio entre o Reino Unido e a União Europeia.

**Palavras-chave:** Economia. Organização Internacional. Tratado.

\* Étudiant en Langues Étrangères Appliquées aux Négociations Internationales (LEA) à l'Université Estadual de Santa Cruz, UESC, Ilhéus, Bahia, Brasil. E-mail : marciosherso@hotmail.com.

\*\* Étudiant en Langues Étrangères Appliquées aux Négociations Internationales (LEA) à l'Université Estadual de Santa Cruz, UESC, Ilhéus, Bahia, Brasil. E-mail : vinibraga1993@hotmail.com.

## 1 Introduction

Depuis sa création en 1992 dans le cadre du traité de Maastricht, l'Union européenne a pour objectifs l'intégration et la coopération économique entre ses États membres, ainsi que le maintien de la paix et le renforcement du bloc vis-à-vis des autres puissances. Cependant, le comportement du Royaume-Uni en face de certaines lignes directrices proposées par l'Union européenne a toujours clairement démontré sa préférence pour la préservation de ses propres intérêts économiques, ce qui l'a amenée à décliner certaines de ces politiques.

Jusqu'à la formalisation du processus de divorce du Royaume-Uni et de l'UE, prévue pour Mars 2019, il reste membre à part entière de l'Union européenne, mais l'avenir après-Brexit est aussi préoccupant et incertain pour les Britanniques que pour l'UE, par conséquent, en cherchant une rupture moins douloureuse, il a été décidé d'adopter des mesures qui réduisent les impacts négatifs du Brexit<sup>1</sup> et pour cela plusieurs négociations sont nécessaires afin de garantir l'intégrité des intérêts des deux parties.

Face à un scénario économique incertain et pertinent pour la compréhension de l'importance de la coopération internationale pour l'économie d'une région, cette recherche vise à analyser les probables conséquences du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, en se concentrant sur le processus de négociation et l'avenir des relations commerciales entre les deux.

Cette recherche vise à discuter un sujet qui pourra impliquer des changements majeurs pour l'avenir de l'économie européenne et qui reflétera dans le reste du monde. Afin de recueillir des informations pertinentes, ce travail a le but de devenir une source de référence pour des recherches futures, liées au sujet, en le rendant accessible aux étudiants, chercheurs et amateurs des études en relations, coopérations et organisations internationales.

Comme il s'agit d'un processus en cours, la méthodologie de recherche sera bibliographique, basée sur les concepts d'Organisation Internationale discutés par des auteurs tels que Seitenfus (2005), qui dans son livre: Manuel sur les Organisations Internationales, explique les caractéristiques d'une Organisation Internationale, ainsi que sa structure, avec un bref chapitre sur l'Union européenne et Herz, Hoffman et Tabak (2015), qui présente une analyse plus approfondie des points qui caractérisent une OI, ce qui conduit à une réflexion

---

<sup>1</sup> Terme utilisé comme référence à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. C'est un acronyme anglais composé de *Britain* (Grande-Bretagne, par extension, Royaume-Uni) et *exit* (sortie). (EL PAÍS, 2016).

---

sur le multilatéralisme et la coopération internationale, ainsi, on associe à cette méthodologie l'analyse documentaire des articles, des bilans de conférences et de réunions et des informations disponibles sur les pages officielles de l'UE et du Conseil européen, permettant une meilleure compréhension du Brexit et du processus de négociation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne qui cherche à négocier des solutions à des problèmes tels que les relations commerciales entre les deux.

La recherche sera divisée en trois (3) parties principales, qui à leur tour seront subdivisées afin de faciliter la compréhension et l'arrangement chronologique des idées. La première partie présentera les principaux événements qui ont conduit à la création de l'Union européenne et passera brièvement en revue son fonctionnement, notamment les relations entre ses membres. La deuxième partie traitera de la relation entre le Royaume-Uni et l'UE en examinant leurs relations commerciales, ainsi que les possibles raisons qui ont conduit à la décision du Royaume-Uni de quitter le bloc et quelles seraient les probables conséquences du Brexit. La dernière partie se concentrera sur les institutions qui s'occupent de ce processus de rupture et discutera des points importants qui touchent les négociations sur le Brexit, en soulignant les lignes directrices entourant les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE.

## 2 Union Européenne

L'Union européenne est entrée en vigueur le 1er novembre 1993, à la suite du traité de Maastricht, signé par 12 pays le 7 février 1992 et, comme l'a expliqué la Banque Centrale Européenne (2017), le traité sur l'Union européenne a marqué le début d'une 'nouvelle étape dans le processus de création d'une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe'<sup>2</sup>. Il a jeté les bases de la monnaie unique - l'euro - et considérablement a élargi la coopération entre les pays européens dans de nouveaux domaines.

Toujours selon la Banque Centrale Européenne (2017), parmi les nouveaux développements établis du traité de Maastricht, elle souligne : la citoyenneté européenne, qui permet aux citoyens européens de résider et de circuler librement entre les États membres,

---

<sup>2</sup> Disponible sur le site officiel de la Banque Centrale Européenne, publié le 15 Février 2017 et consulté le 28 Mai 2018.

une politique étrangère et de sécurité commune et une coopération plus étroite en matière pénale entre la police et les autorités judiciaires.

Le traité de Maastricht, signé en 1992, a institué officiellement la création de l'une des organisations internationales les plus importantes et les plus distinctes de l'époque, marquant un pas politique important vers l'avenir, cherchant à réaliser l'idée d'une union européenne toujours plus étroite.

Avec son siège à Bruxelles, en Belgique et comptant actuellement avec 28 États membres, l'Union européenne a un caractère unique qui, selon la Commission européenne, provient du fait que, bien qu'ils soient tous des États souverains et indépendants, ces pays ont consacré une partie de leur souveraineté, en déléguant certains de leurs pouvoirs aux institutions communes qu'ils ont créés afin de démocratiser la prise de décision.

### **3 Les relations entre les membres de l'Union Européenne**

Aucune institution supranationale ne fonctionne sans avoir d'abord un engagement des nations impliquées. Par le biais de traités internationaux, des engagements sont signés entre les États et également des mesures ayant des effets juridiques internationaux, dans la prétention de la coopération entre les membres.

Malgré l'idée d'eurocentrisme, qui, selon Seintefus (2005) conditionne toute perception selon des visions, des interprétations et des intérêts européens, tous les membres de l'Union européenne conservent leur autonomie, abandonnant une partie de leur souveraineté pour agir conformément aux intérêts du bloc.

Sur la base de cette autonomie, certains États choisissent de ne pas adhérer à certaines politiques proposées par l'UE. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans la zone euro, où l'euro est la monnaie officielle, dont seulement 19 des 28 pays participent. Le Royaume-Uni fait partie des États qui n'ont pas adhéré à cette monnaie commune.

Une autre caractéristique des relations plus étroites, principalement entre les membres de l'Union, mais qui implique également des pays en dehors du bloc, est l'espace Schengen, qui comprend 26 pays. Comme le signalent les données sur le site web de l'UE, cette mesure est l'une des réalisations les plus importantes de l'UE et vise à la libre circulation des citoyens

européens et de nombreux autres ressortissants de pays non-membres, sans contrôle aux frontières, afin qu'ils puissent profiter du tourisme ou du travail.

Sur la base du principe de coopération, les relations entre les membres du bloc sont également renforcées par le libre-échange et l'union douanière de l'UE qui, selon l'Union européenne<sup>3</sup>, est une zone commerciale unique où toutes les marchandises circulent librement, qu'elles aient été ou non fabriquées dans l'UE ou importées de pays tiers, en vue d'assurer une circulation harmonieuse des échanges, contribuant ainsi à la protection des citoyens européens.

Depuis sa création, l'UE a eu un certain nombre de reformulations, ce qui en fait l'un des blocs politico-économiques les plus importants, influents et organisés du monde.

Le succès économique obtenu par le bloc ne s'est pas produit immédiatement. Jusqu'à ce qu'il atteigne ce niveau, de nombreux accords et traités ont été établis afin de créer des liens plus étroits entre les pays membres, en outre, de nombreuses institutions avec des fins spécifiques ont été créées au fil du temps. Une telle systématisation a servi de base à la création de blocs économiques ultérieurs tels que l'ALÉNA<sup>4</sup> et le MERCOSUR<sup>5</sup>, de sorte que l'UE se diffère justement pour contenir un niveau avancé dans ses formes structurelles:

[...] l'Union européenne actuelle est un modèle *sui generis* d'organisation internationale qui regroupe des caractéristiques, des objectifs, des fondements institutionnels et juridiques différents des autres, elle est incluse dans la liste des institutions à analyser parce que leur création découle d'une volonté collective des États (SEINTEFUS, 2005, p 302).

Au total, sept institutions appartiennent à l'UE, où elles sont organisées entre des institutions constitutionnelles, non politiques et financières : le Parlement Européen (PE), avec son siège à Strasbourg, le Conseil de l'Union européenne (CUE), la Commission européenne (CE), le Conseil européen, la Commission de la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Cour des Comptes Européenne. Chacune de ces institutions joue un rôle extrêmement important pour le bon fonctionnement de l'organisation et pour la préservation des missions et des valeurs de l'Union européenne.

<sup>3</sup> Disponible sur le site officiel de l'Union européenne. Consulté le 02 juin. 2018.

<sup>4</sup> Accord de Libre Échange Nord-Américain

<sup>5</sup> Marché Commun du Sud

#### **4 Le Royaume-uni et le Brexit**

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, des États Européens cherchent, à travers la coopération entre eux, la création d'une Europe pacifique, unie et prospère, et en ce sens l'Union européenne s'est renforcée au fil des années et est devenue une référence dans les études sur les relations internationales, cependant, quand une puissance mondiale comme le Royaume-Uni décide de quitter l'UE, beaucoup de doutes et de questions gagnent de la place dans le scénario économique et les incertitudes quant à l'avenir du bloc deviennent une réalité.

On sait que tant l'Union européenne comme le Royaume-Uni ressentiront les conséquences négatives du Brexit, bien que la décision britannique soit liée à leurs propres intérêts et que des mesures devront être prises pour assurer, avant tout, la stabilité économique, car un impact économique, politique et social négatif pour les Britanniques est attendu une fois qu'ils auront quittés l'Union douanière et le marché unique, où, comme l'explique l'Union européenne, les personnes, les biens, les services et les capitaux peuvent circuler aussi librement que s'il s'agissait d'un seul pays.

L'Union européenne est également dans une situation inquiétante et délicate, en raison des probables conséquences du Brexit, compte tenu de l'importance du Royaume-Uni dans l'environnement politique, économique et social et de l'incertitude que cette sortie apportera au bloc dans les relations internationales, par rapport à cela, selon la déclaration adoptée par le Conseil européen<sup>6</sup> en 2017, suite à l'activation de l'article 50 par les Britanniques, «l'Union agira dans un esprit d'unité et préservera ses intérêts. Notre première priorité sera de réduire au maximum les incertitudes que la décision du Royaume-Uni fait peser sur nos citoyens, nos entreprises et nos États membres».

#### **5 Les probables raisons qui ont menés le Royaume-uni au Brexit**

Il y a un certain nombre de raisons qui encouragent le Royaume-Uni à quitter l'Union européenne. En 1992, par exemple, le Royaume-Uni a négocié une clause de non-zone euro, l'un des points les plus importants du traité de Maastricht : “ Le traité ne fixe pas de calendrier

---

<sup>6</sup> Disponible sur le site officiel du Conseil européen. Mis à jour le 22 Juin 2018.

---

particulier pour entrer dans la zone euro. Il laisse aux États membres le soin d'élaborer leurs propres stratégies pour remplir les conditions permettant d'adopter l'euro." (UE, [s.d.]

Le but de l'adoption de l'euro était la fin de la fluctuation de taux et l'élimination de frais de change, afin de faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers, encourageant ainsi la consommation. L'euro est la deuxième monnaie la plus importante pour l'économie mondiale, derrière le dollar américain:

[...] Elle facilite les échanges commerciaux transfrontaliers entre entreprises et se traduit par une économie plus stable, ce qui génère de la croissance et offre un plus grand choix aux consommateurs. Une monnaie commune incite aussi les gens à voyager et à faire des achats à l'étranger (UE, [s.d.]).

Comme explique Trevizan (2016), en plus des politiques qui ne correspondaient pas toujours à leurs intérêts, les Britanniques se sont appuyés à d'autres facteurs de pertinence pour soutenir leur volonté de rompre avec l'Union européenne, comme l'argument selon lequel le Royaume-Uni contribue plus qu'il ne reçoit de l'UE. «En 2014, la contribution britannique a atteint 11,3 euros, ce qui représente à son tour 0,52% de son revenu national brut. Les dépenses de l'Union européenne avec les Britanniques étaient de 6,9 €, ce qui ne représente que 0,32% du revenu brut.» (UE, [s.d.]).

Lors du référendum du 23 Juin 2016, les citoyens britanniques ont voté pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE, ce qui a officiellement démarré un processus de rupture entre eux, mais comme l'affirme l'Union européenne (2017)<sup>7</sup>, jusqu'à ce que ce processus soit formalisé, ce qui est prévu pour mars 2019, le Royaume-Uni reste un membre à part entière du bloc.

Même si le FMI<sup>8</sup> et d'autres organisations, comme l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), ont affirmé que la croissance économique du Royaume-Uni est affectée, le désir n'a pas changé. Cela a été dû à un certain nombre de personnes influentes, telles que l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, chef du Parti Indépendant Britannique (Ukip), Nigel Farage et le politicien conservateur, Michael Gove.

La considérable partie des électeurs plus âgés, qui soutiennent les politiques conservatrices et les politiques d'immigration, pèsent lourdement sur les décisions.

---

<sup>7</sup> Disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu>>. Consulté le 10 Juin 2018.

<sup>8</sup> Fonds Monétaire International

## 6 Les probables conséquences du Brexit

Le départ d'un membre de l'Union européenne implique un certain nombre de procédures politiques et bureaucratiques. L'article 50 du traité sur l'Union européenne prévoit, toutefois, la possibilité d'un État membre de quitter le bloc, conformément à EUPPORTUNITY (2016), l'article susmentionné ne fait que souligner la possibilité, sans beaucoup de détails, mais jusque-là, il n'avait jamais été nécessaire le déclencher. En plus de ces obstacles qui prennent beaucoup de temps à résoudre, les relations des pays avec lesquels des liens économiques et politiques ont été créés doivent également avoir un impact négatif.

Le Brexit est beaucoup plus complexe que l'on a imaginé et pour cette raison les négociations doivent s'étendre pendant un temps considérable, puisqu'il s'agit non seulement de la sortie, mais aussi d'une négociation dans le cadre des relations futures – commerciales et autres - entre l'UE et le Royaume-Uni.

Selon EUPPORTUNITY (2016), le départ du Royaume-Uni changera l'équilibre des pouvoirs et affectera les politiques européennes, offrant plus de pouvoir à ceux qui ont toujours défendu une Europe plus fédéraliste avec plus de pouvoirs sur des questions telles que la Défense et la Politique Étrangère et, en contrepoint, réduira la force de ceux qui défendent la libéralisation et la décentralisation du marché intérieur et la régulation financière. C'est parce que les Britanniques ont une position plus nationaliste sur ces points et parfois ils n'ont pas été favorables aux propositions de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE. Cependant, le marché intérieur a toujours été présent dans les initiatives britanniques.

Le Brexit ne précise toujours pas quelle sera la fin des relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni, jusqu'à ce qu'elle se termine, les Britanniques ont la responsabilité de respecter les traités européens et de suivre les lignes directrices déjà établies avec l'Union européenne.

L'Union européenne est le plus grand partenaire commercial du Royaume-Uni. En 2015, le Royaume-Uni a importé 53% de ses biens et services de l'UE et a exporté 45% de ses biens et services vers l'UE. Même avec la sortie du Royaume-Uni, l'UE restera le plus grand marché du monde (EUPPORTUNITY, 2016).

---

Les données de l'UE<sup>9</sup> présentent une balance des activités économiques du Royaume-Uni en pourcentages et cela renforce une dépendance, principalement sur les relations commerciales, entre les britanniques et l'Union européenne:

Le commerce intra-UE représente 47 % des exportations du Royaume-Uni (dont Allemagne : 11 %, France, Pays-Bas et Irlande : 6 % chacun). Ses exportations hors UE s'élèvent à 15 % pour les États-Unis et à 5 % pour la Suisse.

51 % des importations proviennent d'États membres de l'UE (dont Allemagne : 14 %, Pays-Bas : 7 % et France : 5 %). En dehors de l'UE, 9 % des importations proviennent respectivement des États-Unis et de Chine (EU, [s.d]).

Ces relations pourraient être affectées au fil du temps, car les contributions du Royaume-Uni représentent une grande partie de l'économie de l'UE, mais actuellement l'économie des britanniques dépend énormément des échanges commerciaux dans le bloc.

[...] Le Royaume-Uni perdra par définition le bénéfice des accords commerciaux passés par l'UE et ses partenaires à travers le monde. Or, entre les conditions de sortie de l'UE, la négociation de nouveaux accords avec elle et les conclusions de traités commerciaux avec les pays extérieurs à l'UE, le gouvernement britannique a prévenu qu'une bonne dizaine d'années pourraient être nécessaires pour mener à bien les diverses négociations ouvertes par un Brexit. Bref, le changement est acté, mais il sera long (CNEWS, 2018).<sup>10</sup>

Le Brexit peut aussi permettre au Royaume-Uni d'ouvrir une nouvelle gamme d'opportunités pour des futures négociations avec des pays en dehors de l'Europe, ce qui peut être intéressant, mais pas immédiat.

Le gouvernement britannique espère renforcer les liens commerciaux avec l'Amérique Latine, comme en témoigne le récent envoi de missions commerciales dans la région. Et les défenseurs du Brexit affirment que sans les barrières imposées par la négociation collective dans les pays de l'UE, le Royaume-Uni pourrait développer de nouvelles relations commerciales, y compris des accords de libre-échange (BBC, 2017).

Par conséquent, tous les possibles impacts découlant du Brexit sont directement liés aux négociations qui seront menées entre le Royaume-Uni et l'UE à 27<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Disponible sur le site officiel de l'UE. Mis à jour le 24 Juin 2018.

<sup>10</sup> Disponible sur le site officiel [www.cnews.fr](http://www.cnews.fr). Mis à jour le 08 Mars 2018.

<sup>11</sup> Terme utilisé pour désigner la composition des membres de l'Union Européenne sans le Royaume-Uni.

## 7 Brexit et le processus de négociation

Depuis l'annonce par les Britanniques du résultat du référendum, l'Union européenne est dans une situation d'incertitude en ce qui concerne le sort des négociations avec le Royaume-Uni et l'avenir du bloc lui-même, compte tenu de l'importance des contributions britanniques dans l'UE.

Donald Tusk, président du Conseil européen, dans son discours à l'European Policy Centre à Bruxelles, a déclaré:

[...] le plus important sera de protéger les intérêts de l'UE et ceux de chacun des 27 pays. Il a également souligné que l'accès au marché unique européen passe par l'acceptation des quatre libertés de l'UE: la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services (CONSEIL EUROPEEN, 2018).

Le 29 Mars 2017, le Royaume-Uni lance l'article 50 du traité sur l'Union européenne, officialisant sa décision de quitter le bloc. Cherchant à assurer l'intégrité des intérêts de ses membres, le Conseil européen a déclaré:

Nous regrettons de voir le Royaume-Uni quitter l'Union européenne, mais nous sommes prêts pour le processus qu'il va désormais nous falloir suivre. [...] Dans ces négociations, l'Union agira dans un esprit d'unité et préservera ses intérêts. Notre première priorité sera de réduire au maximum les incertitudes que la décision du Royaume-Uni fait peser sur nos citoyens, nos entreprises et nos États membres (CONSEIL EUROPEEN, 2018).

Pour Donald Tusk (2017), bien que la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE soit contraire à la volonté du Conseil européen, une mesure punitive contre les Britanniques ne ferait qu'accentuer l'impact négatif du Brexit, comme l'a déclaré le président du Conseil, le but est que ce divorce soit aussi pacifique que possible.

Le Conseil européen, comme explique PECEQUILO (2014), est défini comme l'organisme le plus pertinent de l'UE, consolidé en 1992 par le traité de Lisbonne et devenant une institution, de plus, il réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que le président du Conseil européen et le président de la Commission.

---

Le Conseil européen définit les orientations et les priorités politiques générales de l'UE. N'étant pas l'une des institutions législatives de l'UE, il ne prend pas part aux négociations sur la législation de l'UE ni à l'adoption de celle-ci. En revanche, il établit le programme d'action de l'UE, en général en adoptant, lors des réunions du Conseil européen, des conclusions mettant en avant des sujets de préoccupation et les mesures à prendre (CONSELHO EUROPEU, 2018).<sup>12</sup>

Le Conseil européen adopte des lignes directrices de négociation sur certaines questions, comme le Brexit. Le Conseil a donc nommé la Commission européenne en tant que négociatrice de l'UE, qui doit représenter les 27 États membres et maintenir le Conseil et le Parlement dûment informé de l'avancement des procédures.

Le Comité des Représentants Permanents (Coreper), réuni dans une configuration de l'UE à 27, a approuvé les principes directeurs pour la transparence des négociations sur le Brexit, qui rendent publics tous les documents de négociation partagés par la Commission européenne avec le Conseil européen, le Parlement et le Royaume-Uni, évidemment dans les limites prévues par le droit de l'UE.

## **8 Les attentes sur les relations de commerce entre le Royaume-uni et l'Union Européenne**

Le processus de négociation du Brexit prend plusieurs étapes afin de trouver des alternatives qui préservent l'intégrité et les intérêts principaux des deux parties, pour cela plusieurs lignes directrices doivent être accordées.

Le Conseil des Affaires Générales, représenté par les ministres de l'UE 27, a adopté une nouvelle série de lignes directrices sur ce qui sera la période de transition du Brexit, avec un délai proposé pour le 31 décembre 2020, donc durant cette période, selon le Conseil européen, le Royaume-Uni restera lié par les obligations découlant des accords conclus avec l'UE, mais ne participera plus aux organismes créés par ces accords, même pendant cette période de transition:

---

<sup>12</sup> Disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/>>. Consulté le 25 Mai 2018.

---

Le Royaume-Uni continuera à participer à l'union douanière et au marché unique (avec l'ensemble des quatre libertés) au cours de la transition, il devra continuer à se conformer à la politique commerciale de l'UE, à appliquer le tarif douanier de l'UE et à percevoir les droits de douane de l'UE, et à veiller à ce que tous les contrôles de l'UE soient effectués à la frontière. Cela suppose également que, pendant cette période, le Royaume-Uni ne sera pas lié en son nom propre par des accords internationaux dans des domaines de compétence du droit de l'UE, à moins d'y être autorisé par l'UE (CONSEIL EUROPÉEN).<sup>13</sup>

Selon Donald Tusk<sup>14</sup>, un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Royaume-Uni est une alternative considérable, puisque l'intention du bloc est d'assurer un partenariat étroit avec le Royaume-Uni, couvrant plusieurs domaines tels que la coopération internationale et économique, cependant, l'Union européenne souligne qu'un peu plus de coopération de la part des britanniques dans les processus de négociations sera nécessaire pour atteindre ces attentes.

## 9 Considérations finales

Compte tenu de ce qui a été présenté sur le Brexit, il est possible de percevoir la complexité de ce phénomène qui, bien que récent, se reflète déjà dans les relations économiques mondiales, principalement en raison des incertitudes qui entourent tout un processus de négociation entre ses principaux acteurs, le Royaume-Uni et l'Union européenne.

L'objectif de cette recherche a été de comprendre les relations entre les membres de l'Union européenne et, principalement, les possibles causes qui ont conduit au Brexit. Selon les informations analysées, l'intérêt nationaliste de la population britannique et l'influence du conservatisme dans tout le processus ont été mis en évidence. En outre, il existe un désir de renforcement de l'autonomie sur la base des données collectées, en ce qui concerne les dépenses du Royaume-Uni avec l'UE sont considérablement plus élevées que ses profits avec le bloc. Un point à noter est la position du Conseil européen sur le départ des Britanniques. Sur la base de ce qui a été analysé, il est possible de percevoir une position de mécontentement, cependant, il a été préférable maintenir la diplomatie, ce qui est fondamental

---

<sup>13</sup> Disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-uk-after-referendum/>>. Consulté le 16 Juin 2018.

<sup>14</sup> Disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/>>. Consulté le 25 Mai 2018.

---

dans tout processus de négociation, de plus, selon l'Article 50 du traité sur l'UE les États membres ont la faculté de quitter le bloc s'ils le souhaitent.

On sait qu'il reste beaucoup à être accordé pour que les intérêts britanniques et européens soient préservés et qu'il soit possible de poursuivre l'idée d'un Brexit pacifique, dans lequel se maintiennent les relations économiques entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, puisque leurs économies sont devenues dépendantes l'une de l'autre et pour que la sortie des Britanniques ne soit pas le début de l'extinction d'une organisation aussi prospère.

Il n'est toujours pas possible de dire si le Brexit est positif ou négatif pour le Royaume-Uni ou pour l'Union européenne, peut-être que pour l'UE le réflexe négatif se fait sentir plus immédiatement, car le départ des Britanniques génère des incertitudes parmi les 27 membres restants, génère aussi des incertitudes quant aux relations économiques de l'UE avec d'autres pays en dehors du bloc et, probablement l'incertitude la plus difficile, s'il sera possible de maintenir le bloc fort et efficace sans la présence de l'un de ses piliers. Pour le Royaume-Uni c'est un moment de recherche pour de nouvelles coopérations, des accords bilatéraux, puisqu'une fois indépendant, il devra négocier directement avec d'autres pays, mais la période de transition sera inquiétante tant que ces nouvelles relations n'auront pas été établies.

Basé sur les informations analysées, le processus de négociation entre les Britanniques et l'UE tend à être long, car un avenir complexe est en jeu et la stratégie d'opter pour un Brexit pacifique dans lequel même divorcées les relations se maintiennent est probablement la meilleure option pour rassurer les personnes impliquées, que ce soit directement ou indirectement, en donnant l'idée que les choses ne changeront pas complètement. En cherchant à renforcer cette idée, le Comité des Représentants Permanents a opté pour un processus de transparence dans les négociations où des informations sur ce qui est proposé et négocié par la Commission européenne avec le Royaume-Uni sont accessibles au public, permettant aux parties prenantes de suivre les négociations, ce qui encourage également la prise de décision plausible des deux côtés.

Cependant, il est juste de dire qu'à la fin du Brexit ce qui doit être maintenu est l'intégrité des intérêts des deux parties, autrement dit, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, ce qui doit être un point crucial dans tout le processus de négociation. Il est entendu que ce qui est négocié ne se limite pas aux volontés et aux oppositions d'un pays, mais concerne également un ensemble de procédures qui représentent les enjeux historico-

politiques et économiques d'un continent, ce qui, à moyen et long terme, pourrait avoir une influence majeure sur les processus de prise de décision et probablement exercer un impact significatif sur les relations internes et externes des États membres de l'Union européenne.

## Références bibliographiques

BBC. **Brexit**: Comment peut-il affecter le Royaume-Uni et l'Union européenne? 2016. Disponible sur: <<https://www.bbc.com/>> Consulté le 05 Mai 2018.

COMMISSION EUROPEENNE (2018). **Union européenne**: Qu'est-ce que c'est et Qu'est-ce qu'il fait. Luxembourg: Publication de l'*Union européenne*, 60 p.

CONSEIL EUROPEEN. **Brexit**: le Conseil (article 50) adopte des directives de négociation concernant la période de transition. Bruxelles, 2018. Disponible sur: <<http://www.consilium.europa.eu>> Consulté le 17 Juin 2018.

CONSEIL EUROPEEN. **Brexit**. Bruxelles, [s.d.]. Disponible sur: <<http://www.consilium.europa.eu>> Consulté le 23 Mai 2018.

EL PAIS. **O que é o 'Brexit'?** Disponible sur: <<https://brasil.elpais.com>> Consulté le 09 Juin 2018.

EUPPORTUNITY. **Brexit**: L'essentielle sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Bruxelles, 2016. Disponible sur: <<http://www.eupportunity.eu>> Consulté le 28 Mai 2018.

GOMES, Maria Paulina. **Orientações para elaboração de artigos científicos**. Rio de Janeiro, 2016. 16 p.

HERZ, M.; HOFFMANN, A. R.; TABAK, J. **Organizações Internacionais**: história e práticas [2a. ed. revista e atualizada]. 2a. ed. Rio de Janeiro: Elsevier, 2015.

LAKATOS, Eva Maria; MARCONI, Marina de Andrade. **Técnicas de Pesquisa**. 7. ed. São Paulo: Atlas, 2013.

PECEQUILO, Cristina S. **A União Europeia**: Os Desafios, a Crise e O Futuro Da Integração. Rio de Janeiro: Elsevier, 2014.

SEITENFUS, Ricardo. **Manual das organizações internacionais**. Porto Alegre: Livraria do Advogado, 2005.

TREVIZAN, Karina. **Veja 5 possíveis impactos econômicos da saída do Reino Unido da UE**. In. G1. 2016. Disponible sur: <<http://g1.globo.com>> Consulté le 20 Juin 2018.

UNION EUROPÉENNE. **Royaume-Uni**. Disponible sur: <<https://europa.eu>> Consulté le 20 Avril 2018.